

**Libye - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 17 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par remercier chaleureusement le représentant spécial Ghassan Salamé pour son exposé très précieux et saluer à nouveau ses efforts continus dans la recherche d'une solution politique. Je voudrais l'assurer ici au nom de la France de notre plein et entier soutien. Je remercie également Mme Hajer Sharief, qui nous a permis d'entendre la voix de la société civile libyenne, soulignant combien il est important, dans le cas de la Libye et plus largement, de permettre une participation effective des femmes aux processus de paix. Je remercie enfin la représentante permanente adjointe de la Suède pour son exposé éclairant sur les travaux du comité de sanctions.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de souligner trois points principaux.

1/ Le premier, concernant la situation politique en Libye, c'est que la stabilisation de la Libye est plus que jamais une priorité de premier plan pour la France.

La mise en oeuvre du plan d'action du représentant spécial est la clé pour atténuer les tensions et parvenir à une solution politique inclusive. Nous continuons donc d'apporter tout notre soutien au représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé, dans cette mission.

Des premières étapes positives ont déjà été franchies dans le processus politique. Les consultations entre les deux chambres ont permis de faire émerger un consensus sur des points essentiels dans la révision de l'accord de Skhirat. Cet accord reste le seul cadre valide et légitime pendant toute la transition, comme l'a rappelé ce conseil dans sa déclaration du 14 décembre. Mais il faut maintenant aller plus loin. Pour cela, et outre la nécessité d'avancer sur l'élaboration de la Constitution, il est essentiel que l'ensemble des acteurs restent engagés tout au long des deux prochaines étapes qui sont devant nous :

- La conférence nationale inclusive, d'abord, sera décisive en ce qu'elle doit permettre de contribuer à la réconciliation nationale de tous les Libyens et de sceller le consensus politique nécessaire au bon déroulement des élections.

- La deuxième échéance c'est la tenue d'un processus électoral transparent et démocratique en

2018, qui permettra au peuple libyen de s'exprimer. Comme l'a rappelé le Représentant spécial, la barre des deux millions d'inscrits sur les listes électorales a récemment été franchie grâce à l'engagement de M. Salamé, qui ne ménage aucun effort pour réunir les conditions nécessaires au bon déroulement des élections. Nous l'en félicitons. La communauté internationale devra soutenir un processus électoral crédible et transparent.

M. Salamé travaille activement à la préparation de ces deux échéances, et nous connaissons le temps de préparation important qu'elles exigent. Il est essentiel que le conseil de sécurité lui apporte son plein appui en ce sens et appelle tous les acteurs libyens à s'engager résolument et sincèrement dans la mise en oeuvre de son plan d'action.

C'est le message que le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, a passé à MM. Sarraj et Hafter lors de son déplacement en Libye le 21 décembre.

Monsieur le Président,

2/ Mon deuxième message, face à une situation sur le terrain qui reste volatile, c'est pour marteler qu'il n'y a pas de solution militaire en Libye et que tous les acteurs concernés doivent bien s'en convaincre.

Alors que des milices radicales ont mené ces derniers jours une nouvelle offensive préoccupante à Tripoli et dans la région de Syrte, où Daech continue à sévir, la France condamne ce recours à la force armée. Vaincre durablement le terrorisme en Libye et assurer une sécurité durable passent par une solution politique, elle-même ancrée dans la réconciliation nationale et la restauration d'un Etat qui contrôle l'intégralité de son territoire. Dans ce cadre, la construction d'une architecture nationale de sécurité unifiée sous l'autorité du pouvoir civil est une priorité absolue.

Dans ce contexte sécuritaire fragile, la situation économique et humanitaire des Libyens continue de se détériorer. Notre conseil ne peut pas ignorer cette situation, qui pèse sur les équilibres politiques. Notre rôle est aussi de veiller à ce que tous les Libyens puissent bénéficier des richesses considérables de ce pays. Je pense en particulier aux ressources pétrolières libyennes qui doivent rester sous le contrôle exclusif du gouvernement d'entente nationale, conformément aux résolutions de ce conseil. Nous ne devons pas hésiter à renforcer les mécanismes de sanctions pour lutter contre l'économie parallèle qui nourrit les divisions politiques.

3/ Enfin, je souhaiterais mentionner la situation des migrants qui transitent par la Libye et sont victimes de graves violations des droits de l'Homme.

Nous maintenons notre dialogue étroit avec nos partenaires et les autorités libyennes pour avancer dans les engagements qui ont été pris afin que les migrants soient traités dignement et que la coopération avec le HCR en particulier soit facilitée, notamment pour l'accès aux centres de détention et l'évacuation des réfugiés et des migrants. La question migratoire a d'ailleurs été au coeur du déplacement de notre ministre en Libye le 21 décembre. Ce conseil a

rappelé l'importance que les auteurs de ces crimes soient poursuivis par la justice libyenne. Mais les individus responsables de la traite d'êtres humains et de trafics de migrants doivent aussi faire l'objet de sanctions, dans le cadre du régime onusien existant. Nous devons continuer à y travailler ensemble.

Par ailleurs, je tiens à rappeler que la Libye doit remplir son obligation de coopérer avec la Cour pénale internationale dans la conduite de ses enquêtes et en remettant les personnes sous mandat d'arrêt. Ce serait un signal important de l'engagement des parties libyennes aux côtés de la justice pénale internationale et en faveur de la lutte contre l'impunité, qui est essentielle pour préserver la confiance de la population libyenne.

Monsieur le Président,

En conclusion, je rappellerai que tous nos efforts doivent converger en soutien au plan d'action de M. Salamé. Les Libyens, avec l'appui de la communauté internationale, ont un intérêt majeur à voir leur pays avancer sur la voie de la réconciliation nationale et du consensus politique. Dans ce contexte, notre soutien sans ambiguïté aux Nations unies et notre unité au sein du conseil sont plus indispensables que jamais pour franchir avec succès les différentes étapes du plan d'action. Soyez assurés de la pleine mobilisation de la France en ce sens.

Je vous remercie./.